

Trois questions à Jean-Marie Bouissou\*

# Malgré la crise, le Japon ignore la fracture sociale



**Alternatives Economiques : Pour vous, la crise économique que connaît le Japon reflète une transformation plus profonde, politique, sociale et culturelle, imposée par la mondialisation économique...**

**Jean-Marie Bouissou :** La libéralisation financière est directement à l'origine de la crise. Alors qu'ils résistaient à l'ouverture commerciale, les dirigeants du Japon ont ouvert le pays aux mouvements de capitaux dès le début des années 80, parce qu'ils pensaient que le système politique clientéliste n'en serait pas affecté. Mais ils n'avaient pas prévu la bulle spéculative qui a suivi. L'argent trop facile a masqué les problèmes du compromis social japonais. Dans celui-ci, l'Etat délègue aux entreprises une grande partie de la protection sociale (via l'emploi à vie) ; les surcoûts qui en résultent les handicapent face à la concurrence internationale si elles ne sont pas adossées à un marché intérieur protégé. L'Etat porte aussi à bout de bras d'énormes secteurs archaïques, parasitaires, comme les micro-exploitations agricoles ou la petite distribution, qui sont les clientèles du PLD, le parti au pouvoir. Enfin, les dépenses de travaux publics – qui servent surtout à redistribuer des revenus – atteignent 9 % du PIB. L'éclatement de la bulle a remis en cause ce système.



## QUAND LES SUMOS APPRENNENT À DANSER

La fin du modèle japonais  
par Jean-Marie  
Bouissou,

éd. Fayard, 635 p., 24 €.

**Vous montrez que la société civile japonaise s'est saisie de cette période de flottement pour réclamer un nouveau modèle de société.**

La société civile japonaise n'est pas facile à appréhender. Au lieu des mouvements sociaux et des grandes ONG que nous connaissons, elle prend la forme de milliers de petits mouvements locaux qui ont été peu capables de se structurer au niveau national – gênés aussi par une législation très restrictive. Cela ne l'a pas empêchée d'être dynamique, à l'exemple des mouvements antipollution dans les années 70.

L'élan national de solidarité spontanée qui s'est manifesté après le séisme de Kôbe en 1995 a permis à la société civile de prendre conscience d'elle-même et d'affirmer sa légitimité face à l'Etat, qui avait très mal géré la catastrophe. Elle a forcé les autorités à mieux reconnaître le droit d'association et d'information. Aujourd'hui, elle se saisit en priorité des problèmes de bonne gouvernance publique – la corruption, le gaspillage des travaux publics surdimensionnés – et des questions écologiques, notamment le nucléaire civil et la prolifération des barrages, qui ont souvent des objectifs électoraux plus qu'économiques. Mais contrairement à ce qui se passe en Corée du Sud, la société civile n'est guère présente dans le combat social.

**Comment voyez-vous la sortie de crise et l'avenir du Japon ?**

Je suis optimiste. Même si la situation des banques reste préoccupante, les entreprises ont rétabli leur compétitivité. La charge de la protection sociale est progressivement transférée à l'Etat (extension des allocations chômage). Côté politique, le Premier ministre commence à s'affranchir du jeu paralysant des clans du PLD. Surtout, le gouvernement a choisi une gestion politique et sociale de la crise, lente et coûteuse, mais qui a amorti les traumatismes et préservé la cohésion nationale. Après plus de dix ans de crise profonde, le Japon ignore la fameuse fracture sociale. C'est un atout fondamental pour rebondir. ■

**Propos recueillis par Ch. Ch.**

\* Directeur de recherche à Sciences Po (Ceri).